

M

MACHINISME AGRICOLE (Office du). — Voy. *Offices*, § 2.

MADAGASCAR. — Voy. *Territoires d'outre-mer*, §§ 4, 8, 32, 36, 38, 47. — *Nationalisations*, § 19.

MAGISTRATS.

— mise à la retraite des. — Voy. *Organisation judiciaire*, § 16.

— statut des. — Voy. *Organisation judiciaire*, §§ 5, 12, 13.

— traitements des. — Voy. *Organisation judiciaire*, § 17.

MAIN-D'ŒUVRE (Problème de la), Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (RECONSTRUCTION ET URBANISME), *Discussion générale*.

MAIRES.

§ 1^{er}. — Proposition de loi de M. René Plevin et plusieurs de ses collègues tendant à accorder une pension aux maires et anciens maires, privés de ressources, âgés de 65 ans et comptant plus de vingt-cinq années de mandat, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 14 mars 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de l'intérieur et pour avis à la Commission des finances), n° 677.

§ 2. — droit de réquisition des. — Voy. *Jardins ouvriers*.

— pouvoirs des. — Voy. *Organisation municipale*, § 2.

Voy. aussi *Elections*, § 15.

MAISONS D'ALIMENTATION (Gérants). — Voy. *Gérants*, § 1^{er}.

MAITRES DE L'ENSEIGNEMENT RURAL POST-SCOLAIRE. — Voy. *Enseignement primaire*, § 2.

MAITRES (Manque de), Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (EDUCATION NATIONALE), *Discussion générale*.

MALADIES.

— contractées en captivité. — Voy. *Pensions*, § 2.

— longue. — Voy. *Assurances sociales*, § 1^{er}.

— professionnelle. — Voy. *Travail* (réglementation du), § 10.

MALADIES VÉNÉRIENNES.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Pierre Dominjon et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à instaurer un régime de prophylaxie des maladies vénériennes, pré-

sentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 14 février 1946 (renvoyée à la Commission de la famille), n° 424 ; rapport le 15 mars (2^e séance) par M. Marcel Roclore, n° 683. Adoption sans débat le 11 avril 1946 (2^e séance). — Proposition de loi n° 124.

§ 2. — Projet de loi relatif à la lutte contre le proxénétisme et les maladies vénériennes, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 22 mars 1946 (2^e séance) par M. Robert Prigent, Ministre de la Santé publique et de la Population (renvoyé à la Commission de la famille), n° 718 ; rapport supplémentaire collectif le 4 avril (2^e séance) par M. Marcel Roclore, n° 869 (voy. *Prostitution*, § 1^{er}). Adoption sans débat le 9 avril 1946 (1^{re} séance) sous le titre : « *Projet de loi tendant à la fermeture des maisons de tolérance et au renforcement de la lutte contre le proxénétisme* ». — Projet de loi n° 114.

Loi du 13 avril 1946, promulguée au *Journal officiel* du 14 avril.

MALADIES VÉNÉRIENNES, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (POPULATION), *Discussion générale*.

MAL LOTIS. — Voy. *Lotissements*.

MANCHE. — Voy. *Appellations d'origine*, § 1^{er}.

MANDATAIRES AUX HALLES. — Voy. *Halles centrales de Paris*, § 2.

MANDATAIRES AUX HALLES DE PARIS. — Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (RAVITAILLEMENT), *Discussion générale*.

MANDATS.

— d'arrêt. — Voy. *Code d'instruction criminelle*, § 2.

— de dépôt. — Voy. *Code d'instruction criminelle*, § 2.

MANIPULATIONS MONÉTAIRES. — Voy. *Alignement monétaire*, § 2.

MANQUANTS. — Voy. *Impôts*, § 32.

MANUELS (Pénurie des). — Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (EDUCATION NATIONALE), *Discussion générale*.

MAQUISARDS.

— anciens. — Voy. *Anciens combattants*, § 4.

Voy. aussi : *Décorations*, § 6 ; *Loyers et fermages*, § 25 ; *Réfractaires*, §§ 2, 3, 5, 7.

MARCHÉS DE L'ÉTAT. — Proposition de résolution de Mme Marcelle Rumeau et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour que les marchés de l'Etat ou des grandes administrations ne puissent, en aucun cas, être passés avec des fournisseurs français ou étrangers ayant fait l'objet, de la part des comités départementaux de confiscation, d'une amende supérieure au montant de la confiscation, et qu'il ne puisse leur être faite aucune attribution de camions ou de pneumatiques tant que durera le strict contingentement de ces fournitures, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 7 février 1946 (renvoyée à la Commission des finances), n° 375.

MARCHÉS A LIVRER. — Voy. *Contrats*.

MARCHÉ NOIR. — Voy. *Législation économique* (Infractions à la).

MARIAGE (Empêchement). — Voy. *Code civil*, § 3.

MARINE MARCHANDE. — Proposition de résolution de M. René Schmitt et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à répartir rationnellement la construction

des navires de commerce par la spécialisation des chantiers et à désigner les attributaires de la construction de chaque série de types, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 23 janvier 1946 (renvoyée à la Commission des moyens de communication), n° 316 ; rapport le 10 avril (2^e séance) par M. Jean Guitton, n° 975. Adoption sans débat le 18 avril 1946 (2^e séance). — Résolution n° 158.

MARINE NATIONALE (La). — Proposition de résolution de M. Louis Bernard et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à fixer le statut de « La Marine Nationale » (anciennement Forges de la Chaussade de Guérigny, Nièvre), présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 5 avril 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de la justice), n° 900.

MARINIERS.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Arthur Ramette et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures propres à créer un internat scolaire pour les enfants des mariniers, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 26 décembre 1945 (renvoyée à la Commission des moyens de communication), n° 216 ; rapport le 8 mars 1946 par M. Paul Cermolacce, n° 623. Adoption sans débat le 5 avril 1946 (1^{re} séance). — Résolution n° 102.

§ 2. — Voy. *Elections*, §§ 4, 12.

MARKS.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Max Lejeune et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à assurer le remboursement des marks recueillis en Allemagne parmi les prisonniers et les déportés avec affectation à une œuvre de bienfaisance, d'assistance ou d'entraide, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 7 mars 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission des pensions), n° 614.

§ 2. — bloqués. — Voy. *Alsace et Lorraine*, § 11.

— de captivité. — Voy. *Prisonniers et déportés*, §§ 8, 15.

MARKS DE CAMPS (Valorisation des), Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (PRISONNIERS, DÉPORTÉS ET RÉFUGIÉS), *Discussion générale*.

MAROC. — Voy. *Elections*, § 22.

MARSEILLE. — Proposition de loi de M. Jean Cristofol et plusieurs de ses collègues tendant à la suppression de la tutelle administrative de la ville de Marseille, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 16 janvier 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de l'intérieur et pour avis à la Commission de la famille et à la Commission des finances), n° 288 ; rapport le 29 janvier par M. Jean Cristofol, n° 327 ; avis de la Commission de la famille le 7 février par Mme Germaine Poinso-Chapuis, n° 364. Adoption le 14 février 1946. — Proposition de loi n° 34.

Loi du 20 février 1946, promulguée au *Journal officiel* du 21 février.

DISCUSSION [12, 14 février 1946] (A., pp. 257, 304) ; *Sont entendus dans la discussion générale* : MM. Jean Cristofol, Rapporteur ; Mme Germaine Poinso-Chapuis, Rapporteur pour avis de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique ; Christian Pinsau, Rapporteur pour avis de la Commission des finances ; Edouard Hériot, Benchenouf ; *Closure de la discussion générale* (p. 259) ; Art. 1^{er} (p. 259) ; *Contre-projet présenté par M. Francis Leenhardt* (ibid.) ; *Sont entendus* : MM. Francis Leenhardt, Alexandre Chazeaux, Emmanuel d'Astier de la Vigerie, Président de la Commission ; *Renvoi de la proposition de loi à la Commission* (p. 261) ; *Nouvelle discussion* (p. 304) ; Art. 1^{er} à 4 : *adoption* (ibid.). — *Modification du titre et adoption de l'ensemble de la proposition de loi* (ibid.).

MARSEILLE, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS), *Discussion générale*.

MARSEILLE (Situation de la ville de), Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (INTÉRIEUR), *Discussion générale*.

MARTINIQUE. — Elections, § 18. — Voy. *Territoires d'outre-mer*, §§ 3, 19, 28.

MASSEUR. — Voy. *Hygiène et Santé publique*, § 4.

MATÉRIAUX.

— répartition des. — Voy. *Reconstruction*, § 2.

— préfabriqués. — Voy. *Reconstruction*, § 4.

MATÉRIAUX (Attribution de), Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (RECONSTRUCTION ET URBANISME), *Discussion générale*.

MATÉRIAUX (Répartition des), Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (RECONSTRUCTION ET URBANISME), *Discussion générale*.

MATÉRIEL, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE), *Discussion générale*.

MATÉRIEL (Dépenses de), Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2, *Discussion générale*; EDUCATION NATIONALE, *Discussion générale*, et INFORMATION, *Discussion générale*.

MATÉRIEL (Pertes de). — Proposition de résolution de M. Marc Gerber, tendant à inviter le Gouvernement à lutter contre les pertes de matériel et les retards de livraison au sein de certaines administrations, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 2 décembre 1945 (renvoyée à la Commission des moyens de communication), n° 51 ; rapport le 3 avril 1946 (2^e séance) par M. Dagain, n° 847.

MATÉRIEL DE GUERRE A L'ÉTRANGER (Achat de), Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (Dépenses militaires) (ARMÉES).

MATÉRIEL ET DÉPLACEMENTS, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (ECONOMIE NATIONALE), *Discussion générale*.

MATERNITÉ (Prestations — des assurances sociales), Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (TRAVAIL), *Discussion générale*.

MÉDAILLES.

— des évadés. — Voy. *Décorations*, § 4.

— des prisonniers de guerre. — Voy. *Décorations*, § 7.

MÉDAILLE MILITAIRE (Traitement de la). — Voy. *Décorations*, § 1. — Voy. aussi *Décorations*, § 3.

MÉDAILLÉS DU TRAVAIL. — Voy. *Vieux travailleurs*, § 14.

MÉDECINE ET PHARMACIE (Enseignement supérieur de — dans l'Ouest de la France), Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (EDUCATION NATIONALE), *Discussion générale*.

MÉDECINS. — Voy. *Hygiène et Santé publique*, §§ 3, 6.

MÉDICAMENTS (Approvisionnement en), Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (POPULATION), *Discussion générale*.

MÉMOIRES.

— des artisans et petits entrepreneurs. — Voy. *Reconstruction*, § 1.

MÉNAGES.

— sans enfants. — Voy. *Impôts*, § 27.

MÈRES DE FAMILLES.

— nombreuses. — Voy. *Vieux travailleurs*, §§ 7, 15.

Voy. aussi : *Allocations familiales*, § 7 ; *Morts pour la patrie*, § 3 ; *Vieux travailleurs*, §§ 3, 15.

MÈRES DE FAMILLE QUI TRAVAILLENT, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (POPULATION), *Discussion générale*.

MESSAGERIES HACHETTE, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (INFORMATION), *Discussion générale*.

MÉTAYAGE. — Voy. *Loyers et fermages*, §§ 2, 3, 6, 9, 30.

MÉTAYERS. — Voy. *Colonies et protectorats*, § 9.

MÉTÉOROLOGIE ET INSTALLATIONS AU SOL, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE), *Discussion générale*.

MÉTHODES (Réorganisation des). — Voy. *Ravitaillement*, § 5.

MÉTHODES PÉRIMÉES DE L'ADMINISTRATION, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (JUSTICE), *Discussion générale*.

MEUBLES MEUBLANTS. — Voy. *Budget de 1946*, § 11.

MILITANTS OUVRIERS ET SYNDICAUX. — Voy. *Organisation judiciaire*, § 15.

MINES.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Nestor Calonne et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à modifier la loi actuellement en vigueur sur les retraites des mineurs et similaires, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 13 décembre 1945 (renvoyée à la Commission de l'équipement national et pour avis à la Commission du travail), n° 101.

§ 2. — Proposition de loi de M. Henri Meck et plusieurs de ses collègues, relative aux retraites des ouvriers mineurs, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 18 décembre 1945 (renvoyée à la Commission de l'équipement national), n° 122.

§ 3. — Projet de loi relatif au personnel des exploitations minières et assimilées, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 15 janvier 1946 par M. Marcel Paul, Ministre de la Production industrielle (renvoyé à la Commission de l'équipement national), n° 268 ; rapport le 18 janvier par M. Henri Martel, n° 306. Adoption le 7 février 1946. — Projet de loi n° 31.

Loi du 14 février 1946, promulguée au *Journal officiel* du 15 février.

DISCUSSION [7 février 1946] (A, p. 237) ; *Sont entendus dans la discussion générale* : *MM. Henri Martel*, Rapporteur ; *Louis Beugniez*, Rapporteur pour avis de la Commission du travail et de la sécurité sociale ; *Paul Sion*, *Jules Calotte*, *Marcel Poimboeuf*, *Eugène Petit*, dit *Claudius* ; *Marcel Paul*, Ministre de la Production industrielle ; *Clôture de la discussion générale* (p. 240) ; *Article premier* (ibid.) ; *Amendement présenté par M. Louis Beugniez tendant à instituer une Commission permanente du statut* (p. 244) ; *Adoption* (ibid.) ; *Adoption du premier alinéa de l'article premier* (ibid.) ; *Adoption du deuxième alinéa modifié* (ibid.) ; *Adoption du troisième alinéa et de l'ensemble de l'article premier* (ibid.) . — *Art. 2 : retrait* (ibid.) . — *Adoption de l'ensemble du projet de loi* (ibid.) .

§ 4. — Proposition de loi de M. Paul Sion et plusieurs de ses collègues tendant à améliorer les retraites des mineurs, présentée à

l'Assemblée Nationale Constituante le 17 janvier 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de l'équipement national), n° 293.

§ 5. — Projet de loi apportant des améliorations au régime de retraites des ouvriers mineurs; présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 26 février 1946 par M. Ambroise Croizat; Ministre du Travail et de la Sécurité sociale (renvoyé à la Commission de l'équipement et pour avis à la Commission des finances et à la Commission du travail), n° 508; rapport le 28 février par M. Paul Sign, n° 527; avis de la Commission des finances le 28 février par M. Arthur Ramette, n° 528. Adoption le 28 février 1946. — Projet de loi n° 45.

Loi du 6 mars 1946; promulguée au *Journal officiel* du 7 mars (voy. rectificatif au *Journal officiel* du 30 mars).

DISCUSSION [28 février 1946] (A. p. 488); *Article premier à 12 : adoption* (ibid.). — *Article nouveau présenté par M. Henri Meck concernant les rentes des veuves* (p. 489); *Adoption* (ibid.). — *Art. 13 à 16 : adoption* (ibid.). — *Article 17 et 18 : adoption* (p. 490). — *Adoption de l'ensemble du projet de loi* (ibid.). — *Ont pris part à la discussion : MM. Ambroise Croizat, Ministre du Travail et de la Sécurité sociale ; Henri Meck.*

§ 6. — Projet de loi relatif au paiement des indemnités de visites des délégués mineurs dans les mines exploitées par les « Houillères nationalisées du Nord et du Pas-de-Calais », présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 13 avril 1946 (2^e séance) par M. Ambroise Croizat, Ministre du Travail et de la Sécurité sociale (renvoyé à la Commission de l'équipement national), n° 1036.

§ 7. — de charbon (socialisation des), voy. *Nationalisations*, § 4.

— d'Ostricourt. — Voy. *Secours*, § 1.
Voy. aussi *Nationalisations* § 9.

MINEURS. — Voy. *Décorations*, § 10.

MINEURS (Statut des), Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (PRODUCTION INDUSTRIELLE); *Discussion générale*.

MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS, DÉPORTÉS ET VICTIMES DE LA GUERRE (Création d'un), Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (PRISONNIERS, DÉPORTÉS ET RÉFUGIÉS), *Discussion générale*.

MINISTÈRE DES COLONIES (Dépenses civiles du), Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (COLONIES), *Discussion générale*.

MINISTÈRE DES COLONIES (Nécessité de réformer le), Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (COLONIES), *Discussion générale*.

MINISTÈRES.

§ 1^{er}. — Projet de loi relatif aux attributions des Ministres du Gouvernement provisoire de la République et à l'organisation des Ministères, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 23 novembre 1945 par M. Pierre-Henri Teitgen, Ministre de la Justice (renvoyé à la Commission de la justice), n° 32. Adoption le 23 novembre 1945. — Projet de loi n° 5.

Loi du 24 novembre 1945, promulguée au *Journal officiel* du 25 novembre.

§ 2. — Proposition de résolution de M. Adrien Mabrut et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à créer un Ministère des Anciens combattants, Prisonniers, Déportés et Victimes de la guerre, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 20 décembre 1945 (renvoyée à la Commission des pensions), n° 160; rapport verbal le 21 décembre par M. Adrien Mabrut. Adoption le 21 décembre 1945. — Résolution n° 13.

DISCUSSION [21 décembre 1945] (A., p. 295); *Sont entendus dans la discussion générale : MM. Auguste Touchard, Marcel Roclore, Robert Pouille, André Mutter, André Maroselli, Antoine Avinin ; Clôture de la discussion générale* (p. 296); *Adoption de la proposition de résolution* (ibid.).

§ 3. — de l'Agriculture. — Voy. *Agriculture*, § 16.

— des Anciens combattants. — Voy. *Ministères*, § 2.

— Organisation des. — Voy. *Ministères*, § 1.

— des P. T. T. — Voy. *Décorations*, § 9.

— de la Production industrielle. — Voy. *Décorations*, § 10.

— des Transports. — Voy. *Décorations*, § 8.

MINISTRES (Attribution des). — Voy. *Ministères*, § 1. — Voy. aussi *Pensions et retraites*, § 5.

MISSION DE RAPATRIEMENT. — Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (PRISONNIERS, DÉPORTÉS ET RÉFUGIÉS), *Discussion générale*.

MISSIONS. — d'études en Grèce. — Voy. *Expositions*, § 3. — Voy. aussi *Armée*, § 11.

MONITEURS D'ÉDUCATION PHYSIQUE. — Voy. *Enseignement primaire*, § 2.

MONNAIES (Fabrication des). — Projet de loi tendant à modifier la loi du 31 juillet 1879 relative à l'exécution de la fabrication des monnaies par voie de régie administrative sous l'autorité du Ministre des finances, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 13 décembre 1945 par M. René Plevin, Ministre des finances (renvoyé à la Commission des finances), n° 95; rapport le même jour par M. Christian Pineau, n° 102. Adoption sans débat le 7 février 1946. — Projet de loi n° 28.

Loi du 13 février 1946, promulguée au *Journal officiel* du 14 février.

MONOPOLES ARTIFICIELS. — Proposition de loi de M. Adolphe Landry relative aux monopoles artificiels, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 31 décembre 1945 (3^e séance) (renvoyée à la Commission de la justice), n° 254.

MONUMENTS HISTORIQUES. —

Projet de loi modifiant la loi du 31 décembre 1913 modifiée par la loi du 31 décembre 1921 sur les monuments historiques, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 11 avril 1946 (3^e séance) par M. Marcel Naegelen, Ministre de l'Éducation nationale (renvoyé à la Commission de l'éducation nationale), n° 999; rapport le 13 avril (2^e séance) par M. Camille Lhuissier, n° 1037. Adoption sans débat le 18 avril 1946 (1^{re} séance). — Projet de loi n° 153.

Loi du 10 mai 1946, promulguée au *Journal officiel* du 11 mai.

« **MORT POUR LA FRANCE** » (Reconnaissance de la qualité de), Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (PRISONNIERS, DÉPORTÉS ET RÉFUGIÉS), *Discussion générale*.

MORTS POUR LA PATRIE.

§ 1. — Proposition de résolution de M. Edouard Herriot et plusieurs de ses collègues tendant à décider qu'une stèle sera placée à l'intérieur du Palais-Bourbon pour commémorer les Parlementaires morts pour la Patrie de 1939 à 1945, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 23 novembre 1945 (renvoyée au bureau), n° 8.

§ 2. — Proposition de résolution de M. Augusté Touchard et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire activer par les services des sépultures militaires du secrétariat général des anciens combattants, la délivrance de la mention « Mort pour la France » en faveur des veuves, ascendants ou orphelins, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 13 décembre 1945 (renvoyée à la Commission des pensions), n° 100; rapport le 13 mars 1946 (2^e séance) par M. Auguste Touchard, n° 663. Adoption sans débat le 28 mars 1946 (2^e séance). — Résolution n° 82.

§ 3. — Proposition de loi de Mme Marie Téxier-Lahoullé et plusieurs de ses collègues tendant à créer un insigne spécial en témoignage de la reconnaissance de la Nation française envers les mères et les veuves de ceux qui sont « morts pour la France », présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 28 février 1946

(renvoyée à la Commission des pensions), n° 545; rapport le 4 avril (2^e séance) par Mme Marie Texier-Lahouille, n° 873. Adoption sans débat le 11 avril 1946 (2^e séance). — Proposition de loi n° 129.

Loi du 30 avril 1946, promulguée au *Journal officiel* du 1^{er} mai.

MORTALITÉ INFANTILE, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (POPULATION), *Discussion générale*.

MOSELLE (Situation du département de la), Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (AGRICULTURE), *Discussion générale*.

MOUVEMENTS DE JEUNESSE ET D'ÉDUCATION POPULAIRE (Crédits pour les), Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (ÉDUCATION NATIONALE), *Discussion générale*.

MULETS. — Voy. *Armée*, § 3.

MUNICIPALITÉS. — Voy. *Territoires d'outre-mer*, § 4.

MULSUMANS.

— emprisonnés politiques. — Voy. *Algérie*, § 1, 5.

MUTILÉS DE GUERRE.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Auguste Touchard et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à intensifier l'attribution des appareils de prothèse et orthopédiques modernes aux centres d'appareillage des mutilés, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 20 décembre 1945 (renvoyée à la Commission des pensions), n° 152.

§ 2. — Proposition de résolution de M. Jean Duclos et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux grands invalides non bénéficiaires de l'article 10 de la loi du 31 mars 1919, l'assistance d'une tierce personne, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 20 décembre 1945 (renvoyée à la Commission des pensions), n° 154; rapport le 28 mars 1946 (2^e séance) par M. André Dufour, n° 790.

MUTILÉS DU TRAVAIL (Retraite des), Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (TRAVAIL), *Discussion générale*.

MUTUALITÉ AGRICOLE. — Proposition de loi de M. Claudius Delorme et plusieurs de ses collègues tendant à rétablir la liberté mutualiste en ce qui concerne la désignation par voie démocratique des représentants des organismes de mutualité agricole, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 15 mars 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de l'agriculture), n° 680